

*Questions Orales***QUESTIONS ORALES***[Traduction]***LE COMMERCE EXTÉRIEUR****LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE PACTE DE L'AUTOMOBILE**

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, le premier ministre étant absent, je voudrais poser ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Je voudrais toutefois attirer d'abord l'attention de la Chambre sur le 78^e anniversaire de notre ancien collègue, l'honorable Stanley Knowles.

Des voix: Bravo!

• (1415)

M. Turner (Vancouver Quadra): Le premier ministre a déclaré que le Pacte de l'automobile ne serait pas renégocié et que le secteur culturel resterait en dehors des négociations. Une fois de plus, un représentant du gouvernement américain Clayton Yeutter, le représentant au Commerce des États-Unis, a contredit le premier ministre. Voici ce qu'il a répondu, au nom du gouvernement américain, au discours que le premier ministre a prononcé lundi soir:

Le président Reagan et le premier ministre Mulroney ont convenu que tout serait négociable.

Le secrétaire d'État peut-il nous expliquer, une fois pour toutes, au nom du gouvernement et du premier ministre, qui nous devons croire?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je voudrais d'abord me joindre aux chef de l'Opposition pour féliciter l'honorable Stanley Knowles, comme tous les députés de ce côté-ci.

Des voix: Bravo!

M. Clark (Yellowhead): Pour ce qui est de la position des Américains à l'égard des négociations, on peut certainement se fier à M. Yeutter. Par contre, si le chef de l'Opposition veut connaître la position du Canada, il peut se fier aux paroles de notre premier ministre.

[Français]

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Mais, apparemment, les Américains parlent avec connaissance d'une opposition, parce qu'ils contredisent continuellement les mots non pas seulement du premier ministre, mais ceux du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Ils affirment que tout est négociable, malgré toutes les contradictions du ministre et du premier ministre. Est-ce que les principaux responsables américains sont en contradiction avec le premier ministre et pourquoi les Canadiens pourraient-ils croire notre premier ministre dans ces circonstances?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il n'y a aucune contradiction. Les Américains parlent des choses qu'on veut discuter. Nous parlons des choses que le Canada veut discuter.

*[Traduction]***LA POSITION DU PREMIER MINISTRE**

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Ils ne voient certainement pas les choses du même oeil. J'ai bien peur que le secrétaire d'État ne soit désagréablement surpris.

Et comment explique-t-il qu'un de ses ministres et collègue l'ait contredit? Même si le premier ministre a mentionné le Pacte de l'automobile et d'autres accords sectoriels, à Toronto, le ministre du Commerce extérieur a déclaré hier, à Winnipeg: «Nous ne...»

M. le Président: A l'ordre. Je n'ai pas l'habitude d'interrompre les députés, mais l'honorable représentant n'a-t-il pas une question à poser?

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous sommes mercredi, monsieur le Président.

Le ministre du Commerce extérieur a déclaré: «Nous ne nous orientons absolument pas vers un accord de type sectoriel». Le secrétaire d'État peut-il nous expliquer pourquoi le premier ministre continue à énumérer des exemples d'accords sectoriels alors que son ministre du Commerce extérieur dit que c'est hors de question?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le chef de l'Opposition a raison, nous sommes bien mercredi.

Il n'y a là aucune contradiction, comme il s'en rendrait compte s'il faisait preuve de courtoisie envers la Chambre et les Canadiens en citant intégralement les propos du premier ministre. Ce dernier a dit très clairement, dans son discours à la nation comme dans l'allocation qu'il a prononcée vendredi soir dernier, à Toronto, que nous cherchons à conclure une entente commerciale globale. Par respect pour les citoyens le chef de l'Opposition ne devrait pas laisser entendre des choses contraires à la vérité.

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE**ON DEMANDE QUE TOUS LES FABRICANTS RESPECTENT LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD SUR L'AUTOMOBILE**

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale. Le premier ministre continue de vanter les avantages de l'Accord sur l'automobile pour l'industrie canadienne et pour de nombreux travailleurs canadiens. Est-ce que le ministre va se rendre aux demandes de l'industrie automobile canadienne, c'est-à-dire travailleurs et employeurs, et obliger immédiatement tous les fabricants qui vendent sur le marché canadien à partir de l'étranger, notamment les Coréens et les Japonais, à respecter les obligations actuelles de l'accord sur l'automobile au niveau du contenu canadien, des pièces et de l'équipement, et également au niveau de la fabrication, pour défendre les avantages apportés par ce secteur à l'industrie canadienne? Veut-il en prendre l'engagement aujourd'hui?